

<https://ricochets.cc/Facebook-menace-et-censure-un-gros-media-militant-pour-des-motifs-purement-politiques.html>



Facebook menace et censure un gros média militant pour des motifs purement politiques

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 4 avril 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Facebook censure à nouveau un média engagé. **Cette fois le réseau dit "social" menace de carrément fermer la page !**

Les censures et pressions viennent de partout (policiers, préfets, médias de milliardaires, lois...) pour faire taire les voix dissidentes qui pourraient encore troubler le système totalitaire en place.

La solidarité et la résistance collective s'imposent.

Il faudra aussi ne plus compter sur les supports fournis par les GAFAM pour diffuser l'information contestataire, et donc que "le public" fasse l'effort de suivre les médias militants hors des réseaux "sociaux".

- ▶ [Facebook menace de supprimer la page CND !](#) - Samedi 3 avril 2021, Facebook nous envoie la notification la plus menaçante depuis la création de notre page. « Cerveaux non Disponibles risque de ne plus être publiée » (entendez supprimée). Elle est déjà, depuis ce samedi après midi très fortement déréfencée. La raison de ce bannissement ? Une vidéo publiée samedi matin d'une manifestation féministe ayant eu lieu vendredi à Mexico, suite au meurtre d'une salvadorienne étouffée par la police. Cette vidéo montre plusieurs manifestantes frapper les boucliers de la police avec des marteaux. Le post était très informatif mais avec un titre un peu provocateur : "Détruire la société patriarcale et capitaliste... au marteau !". La vidéo est toujours visible sur plusieurs comptes Twitter, Facebook et Instagram.

(...)



Facebook menace et censure un gros média militant pour des motifs purement politiques L'ultra-capitalisme et ses alliés au pouvoir d'Etat veulent éradiquer toute contestation virulente qui auraient trop d'audience, que ce soit dans la rue ou dans les médias.

- ▶ Lille Insurgée soutien CND, faisons de même :

4 La page Cerveaux non disponibles est menacée de suppression par Facebook

Quant il s'agit de modérer les publications sur son réseau « social », Facebook est à la fois juge et partie. Il est arrivé plusieurs fois que le site modifie le référencement de plusieurs pages revendiquées de gauche (Lille Insurgée a été concernée, à trois reprises). C'est à dire que la portée des publications est artificiellement diminuée.

Aujourd'hui, la page Cerveaux non-disponibles est menacée d'être carrément supprimée. [Nous transmettons ici leur réaction.](#)

Soutien à Cerveaux non disponibles, soutien aux pages militantes censurées. Pensez à mettre un j'aime, et à partager un maximum pour les soutenir, en recopiant de texte pour que ça persiste même si Facebook nous censure.

Facebook est opaque sur la modération des contenus qui y sont publiés depuis trop longtemps. Les « appels » aux décisions de déréfencement sont inutiles, manifestement pas gérés par la plateforme. Exigeons de Facebook une transparence totale.

Voir aussi « Invisibles, les travailleurs du clic », épisode 3, "Dans l'enfer des modérateurs Facebook" par francetv slash

: <https://youtu.be/DnoH7nYkLZo>



Facebook menace et censure un gros média militant pour des motifs purement politiques Censure de CND par Facebook pour des motifs politiques

Post-scriptum :

- ▶ *Autre forme de répression des idées subversives :* [La police hollandaise saisit les serveurs de nostate.net](#) - Les serveurs de nostate.net ont été saisis par la police hollandaise le 29 mars 2021. Ils hébergeaient notamment le site web francophone Montréal Contre-Info ainsi que de nombreux autres sites anarchistes anglophones et germanophones.
- ▶ La censure des idées par des dirigeants politiques et des capitalistes se fait aussi via le licenciement, exemple :

VIRÉE POUR SON ENGAGEMENT POLITIQUE !

- Licenciée après avoir critiqué la police en dehors de son travail

En février dernier, Christel a été recrutée comme cheffe de service à l'Agence Départementale de la Prévention Spécialisée, une entité du Conseil Départemental. Le 24 mars, elle reçoit un avis de licenciement.

Ce qui lui est reproché ? Avoir osé critiquer la police et la ville de Saint Nazaire ! Christel faisait alors allusion aux manifestations relatives à la maison du peuple et au mouvement des Gilets Jaunes. En d'autres termes, elle est virée à cause de ses idées et son engagement militant, en dehors de son travail.

Critiquer la police dérange dans les sphères de ceux qui nous gouvernent et Christel paie son militantisme jusque dans son travail. Une volonté à peine voilée de ne pas permettre aux personnes comme Christel, critique et engagée, d'être en contact avec la jeunesse...

Après le choc de la nouvelle, la travailleuse sociale a décidé de saisir le tribunal administratif afin de tout faire pour réintégrer son poste et ne pas se laisser intimider.

C'est loin d'être la première fois que des agents se font licencier sur des bases politiques dans le secteur public. Rappelons-nous de Yann(1), conseiller pôle emploi qui s'est fait virer parce qu'il aidait trop bien les usagers à obtenir leurs droits.

N'oublions pas non plus Eric, cheminot, qui s'est fait déloger pour être venu en aide à des collègues mal en point et pour avoir contesté les logiques managériales de la SNCF.(1)

Et aussi Adama, viré pour s'être reposé 2 minutes à cause d'une blessure au pied(2)

Et encore Mathieu(3), chercheur au Centre National d'Études Spatiales à Toulouse, licencié sur la base d'informations transmises par la DGSI ! Leur justification est ahurissante : Mathieu aurait eu, à deux reprises, des liens avec « l'ultra-gauche radicale »...

On cite aussi les 3 enseignants de Melle(4) qui ont été suspendus pour s'être mobilisé.e.s contre la loi Blanquer et les E3C, ou L., virée de son travail à cause de l'affaire « homard et parapluies »(5) dont il n'y a même pas de procès en vue...

Et il y en a plein d'autres dont on n'entend peu parler.

Dans le secteur privé, les licenciements abusifs ne manquent pas non plus. Rémi(6), par exemple, avait été licencié par Amazon pour avoir soutenu les Gilets Jaunes. Depuis, les Prud'hommes lui ont donné raison et Amazon condamné à l'indemniser.

La liste n'est donc pas exhaustive. Dans certains cas, l'acharnement de la direction contre des agents a donné lieu souvent à des conséquences dramatiques : isolement social, précarité mais aussi dépression voire suicide. Pensée pour M.P., éboueur, qui s'est donné la mort suite à son licenciement pour avoir consommé une bière offerte par un client.(7)

La police politique fait son oeuvre et se charge d'évincer les éléments trop à gauche du monde du travail autant que possible. Sous le prétexte de l'obligation de neutralité et de subordination, rappelés avec force par la loi « séparatismes », les pouvoirs publics peuvent empêcher des agents dont les idées et actions politiques paraissent trop contestataires de venir travailler dans le service public. Il s'agit d'un véritable contrôle politique mis en place dans le secteur public. Pour l'État, il ne lui faudrait que des agents dociles, prêt.e.s à obéir et à appliquer les directives sans réfléchir, quelles qu'elles soient. Jusqu'où cette obéissance peut aller ? Par le passé, elle est allée beaucoup trop loin et a permis des atrocités. Ne perdons pas la mémoire.

Soutien à Christel et à toutes les autres !

([Post de Nantes Révoltée, avec d'autres exemples](#))